



HAL
open science

Conflits fonciers et désaveu politique au Vietnam

Nguyen Mai Hue, Yves Duchère

► **To cite this version:**

Nguyen Mai Hue, Yves Duchère. Conflits fonciers et désaveu politique au Vietnam. Asie : des pouvoirs et des luttes, 2019, 9782849508053. halshs-02443024

HAL Id: halshs-02443024

<https://shs.hal.science/halshs-02443024v1>

Submitted on 16 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Conflits fonciers et désaveu politique au Vietnam

Nguyen Mai Hue ¹, Yves Duchère ²

L'Etat-parti vietnamien maintient son emprise sur la société depuis plus de 40 ans et fonde sa légitimité autant sur sa victoire historique contre l'impérialisme que sur sa capacité à intégrer le pays aux réseaux de la mondialisation. L'urbanisation, mode opératoire de cette intégration, si elle est le moteur de l'économie du Viêt Nam du XXI^e siècle, s'accompagne d'une montée des inégalités qui viennent fragiliser l'assise de l'État-parti. Le projet de « civilisation urbaine » des autorités est un projet d'État à visée hégémonique dont la capacité à mobiliser les populations et à créer un consentement doit être discuté. Les résistances des laissés pour compte de l'urbanisation (les « subalternes ») fournissent à cet égard des clefs de compréhension du rapport entretenu entre les populations et leurs structures d'encadrement. Elles offrent également l'opportunité de rappeler que partout où il y a de la domination il y a de la résistance et que cette dernière recouvre des formes variées qu'il importe d'identifier.

I. « Civilisation urbaine » et projet hégémonique autoritaire

Le Viêt Nam est un des derniers bastions du communisme d'État. Pourtant, ce pays a opéré à la fin des années 1980 une mue importante en matière de développement économique. Bien que verrouillé par le PCVN (parti communiste vietnamien), le pays intègre progressivement les réseaux de la mondialisation et poursuit sa transition urbaine, notamment depuis la libéralisation de son marché foncier dans les années 1990.

Au Viêt Nam, l'État et le parti sont intimement liés et le second continue de guider le premier en maintenant son emprise sur lui et sur la société. Les réformes de la fin des années 1990 (*Đổi Mới*, renouveau), si elles signent l'abandon de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat, n'en restent pas moins essentiellement tournées vers des impératifs économiques. La question brûlante de l'omnipotence du parti, notamment soulevée par des intellectuels réclamant un second *Đổi Mới* ³, est brillamment éludée par des effets d'annonce et autres prouesses rhétoriques.

Dans ce contexte, la ville, qui abritait autrefois la « bourgeoisie compradore », devient le moteur de l'économie, et la nouvelle idéologie urbaine vient appuyer le rôle paternaliste du PCV. Le taux de croissance urbaine au Viêt Nam (3,5 %/year since 2000) et la part d'urbains (35,2 % en 2017) ⁴ attestent de la progression de la transition urbaine qui s'accompagne de puissantes dynamiques urbaines, notamment à Hồ Chí Minh ville (capitale économique), Hà Nội (capitale politique) ou encore Đà Nẵng (ville littorale au fort développement industriel).

Parmi les nouvelles valeurs défendues par le pouvoir, la « civilisation urbaine » et la « modernité » occupent une place centrale. Les appareils idéologiques de l'État diffusent les

¹ Enseignante à l'Université Internationale Đông Đô (Hà Nội)- Département Architecture & Urbanisme, doctorante à l'IFSTTAR, Université Paris Est.

² Docteur en Géographie, chercheur associé au CEPED.

³ Une centaine d'intellectuels signataires de propositions de réformes appellent effectivement un à seconde *Đổi Mới*. Cet appel avait déjà été lancé à l'approche du XI^e congrès du PCVN de 2011.

⁴ 14,7 % en 1960, 20,2 % en 1990, 33 % en 2014 (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=VN>, consulté le 01/15/19)

idées, les normes et les principes, participant ainsi à forger le « sens commun »⁵ (comme faire croire qu'une société civilisée est une société urbaine) soit par la coercition, soit par la persuasion. Le concept de « civilisation urbaine », qui remplace progressivement celui d'« homme nouveau », se déploie comme un nouveau cap que donne par exemple à voir le slogan : « une ville verte, civilisée, moderne et culturelle ».

« Attractivité », « compétitivité », « investissements », « modernisation » font aussi partie du champ sémantique des pouvoirs publics. En matière d'urbanisation, l'expression de la nouvelle norme autoritaire est justifiée de manière ambivalente par les autorités et met en lumière l'utilisation de registres idéologiques différents, voire opposés. La phase de justification, de sensibilisation et de pédagogie emprunte en effet aux valeurs et concepts de l'économie de marché alors que pour répondre aux critiques et résistances populaires (face aux évictions par exemple), les mots de l'économie de marché sont abandonnés au profit de ceux du nationalisme, du socialisme et de la révolution.

Depuis les lois foncières de 2003 et 2014, les récupérations de terres se multiplient et le sentiment d'injustice grandit au point que selon le rapport 304/BC-CP en date du 26 octobre 2012, 70 % des plaintes et autres recours administratifs déposés auprès des différentes institutions publiques étaient relatifs aux questions foncières. La terre est devenue un levier d'enrichissement notoire qui permet à une petite classe moyenne émergente⁶ d'accumuler du capital en profitant de ses relations avec le pouvoir. L'Etat concède des terres aux investisseurs, met en place un système de double prix de la terre, facilite les « libérations de terre » et crée un environnement institutionnel largement profitable aux forces du marché.

Les indemnités versées aux paysans, que ce soit pour des projets d'intérêt public ou des projets privés, sont très basses. Le rapport entre le prix d'indemnisation et le prix de (re)-vente sur le marché libre peut être de 1 à 100... ce qui de fait génère un profond sentiment d'injustice. Par ailleurs, les terres agricoles apparaissent comme sous-évaluées puisque la compensation est fixée en fonction de la valeur de la production annuelle et non pas de la localisation. Comme le précisent M. Mellac et al (2010), « à ce problème s'ajoute celui de la corruption et des innombrables prélèvements effectués par l'administration sur le montant des indemnités destinées aux agriculteurs. Ceux-ci sont dès lors floués à deux reprises, en cédant au prix de la terre agricole des terres destinées à changer de statut, et en ne recevant pas la totalité du montant versé pour leur indemnisation par les entreprises ou particuliers qui achètent les droits d'usage ».

II. Des résistances du quotidien à l'émeute

Les paysans dépossédés de leurs moyens de production sont en plus privés de réciprocité négative (ils ne peuvent pas rendre un coup pour un coup), mais ils ne sont pas pour autant résignés et inertes politiquement. Ils s'expriment, se manifestent, voire se révoltent. Néanmoins, le rapport de force leur étant défavorable, les laissés pour compte de la politique développementaliste du régime résistent en optant pour des stratégies mêlant travestissement, subterfuges et contournement. L'explosion de la colère et l'affirmation de ses revendications directement à la face du pouvoir constituent la dernière possibilité.

Comme le rappelle James Scott (2008, p121), le radicalisme et la contestation ont plus de chance de surgir parmi les groupes victimes de leur fausse conscience, parmi les

⁵Le « sens commun », au sens gramscien, est en quelques sortes la conception du monde telle qu'elle se réfracte dans tous les individus de la société.

⁶ Environ 13 % de la population.

« conformistes » autrement dit. En effet, la désillusion, la sensation d’avoir été trahi ou encore le sentiment d’injustice préside à la révolte, notamment chez ceux pour qui les institutions de l’hégémonie ont été les plus efficaces. Les paysans ou familles de paysans vietnamiens qui ont donnés leurs vies à la révolution, à la lutte contre l’impérialisme sont effectivement aujourd’hui parmi les plus déçus et révoltés.

Aux trois types de domination (matérielle, statutaire, idéologique) définie par James Scott (J. Scott, 2008) correspondent des formes de résistances allant de la menace anonyme, grignotage de terre, dissimulation (résistance matérielle) à la production artistique affirmant de manière déguisée la dignité et/ou exprimant la colère (résistance statutaire) en passant par le développement d’une contre idéologie, d’une sous-culture dissidente dont le mythe du renversement politique ou de l’ère post-hégémonie font partie (résistance idéologique). Il apparaît également très intéressant de noter que les sujets qui résistent, voire qui se révoltent, se situent « au dedans de l’idéologie dominante » telle qu’ils la conçoivent puisque leurs objectifs s’inscrivent dans le système de valeurs des dominants (le marxisme léninisme, même conjugué à l’économie de marché).

La dissimulation, la ruse, l’art de se faufiler entre les articles de loi (*lách luật*), la mobilisation des réseaux ou encore le passage en force (*phá rào*), sont les possibilités qui s’offrent aux habitants et qui constituent autant de résistances matérielles. Les individus prenant part à des formes d’urbanisation informelles et illégales sur des terres rizicoles ou sur des terres normalement réservées au maraîchage n’hésitent pas à rappeler que ces terres ont été gagnées par la lutte :

« Nous, humbles paysans du peuple vietnamien, avons dû vivre sous domination chinoise pendant mille ans et sous l’oppression coloniale pendant cent ans. Aujourd’hui, nous sommes propriétaires du pays, nous vivons dans un régime socialiste, or nous devenons « sans abris » à l’endroit même où nous nous étions battu quelques dizaines d’années plus tôt, à l’endroit même où nous avons sacrifié nos vies » (lettre de contestation de villageois, région de Hanoi, 2012).

Il est intéressant de noter également que la musique peut servir les intérêts d’une résistance du peuple contre ses structures d’encadrement. Si certains artistes de notoriété nationale comme la chanteuse Mai Khôi⁷ ou encore les rappeurs Son Nah⁸ et Sendoh⁹ tentent de se faire l’écho des « sans voix ». Les villageois produisent eux-aussi de véritables chansons de protestation entonnées lors des sit-in, occupations et autres manifestations. Le chant des habitants du village de Đồ Sơn (province de Hải Phòng) est un exemple¹⁰ :

Một lũ quan tham, một bọn người	Une foule de mandarins gourmands
Một bầy tham nhũng, một bầy tôi	Une énorme corruption
Đục nước béo cò nên cổ bảm	Dans les eaux troubles, les cigognes tiennent
Bầu không trúng cử vẫn không thôi	Même non élus ils continuent
Thật là đau lắm Đồ Sơn ơi!	Đồ Sơn, c’est douloureux !

⁷ Mai Khôi est constamment harcelée et régulièrement arrêtée pour ses prises de position contre le régime. Nous conseillons vivement l’écoute de l’album « dissent » produit avec son groupe « The dissidents ».

⁸ Connu notamment pour son morceau « Địt Mẹ Cộng Sản » (« Nique le communisme »).

⁹ Ecouter « Việt Nam Lạ Lắm ».

¹⁰ Traduction de l’auteur.

Bí thư, chủ tịch hồng hết rồi
Chín ông thường vụ chia nhau đất
Dân thì mất đất, đất than ôi!

Le secrétaire et le président sont mauvais
Neuf hommes se partagent la terre
Et le peuple perd sa terre

Malgré tout, la possibilité d'une expression populaire libre est fortement limitée. C'est parce que le régime de Hà Nội est parvenu à éliminer quasiment toute forme d'expression non violente qu'il est en permanence en état d'alerte. Il se sent menacé par ce qu'il a lui-même créé en rendant impossible l'expression cathartique de l'accumulation de blessures et d'humiliations dont la conséquence naturelle et logique est la colère et la révolte. Ce qu'il importe ici de comprendre est que l'expression de cette colère, l'émeute ou même la révolte ne sont en fait pas déterminés économiquement. En effet, les Vietnamiens qui affrontent la police au risque de leur vie ne le font pas uniquement dans l'espoir d'obtenir de meilleures compensations financières en échange de la libération de leurs terres. Ces manifestations violentes sont des moments d'expression de la dignité qui traduit un désaveu général de plus en plus évident de la population envers ses structures d'encadrement. Certains des slogans utilisés par les manifestants abondent d'ailleurs dans ce sens, à l'instar de « *Thá chêt không chịu mất đất!* »¹¹ (Plutôt mourir que perdre nos terres »).

Les sit-in, occupations, manifestations, émeutes ou tout simplement les actes de résistance individuelle sont de plus en plus fréquents. Aux émeutes de Thái Bình en avril 1997 ou encore celles des hauts plateaux en 2001 doivent dorénavant s'ajouter une série d'événements qui augurent d'un véritable sursaut populaire et d'une volonté claire et affichée de ne plus se taire face au sentiment d'injustice grandissant. Ainsi, l'affaire Đoàn Văn Vươn en 2012 à Hải Phòng, les affrontements et la prise d'otage à Đông Tâm¹² (district de Mỹ Đức, Hà Nội) ou encore les tensions autour du projet d'Ecopark, de Thu Thiêm à Ho Chi Minh ville et plus récemment les émeutes de l'été 2018 allongent la longue liste des accès de colère de la population contre son administration, voire contre le système politique de la RSVN.

En juin 2018, la vague contestataire qui submergea le pays et qui avait comme point de départ l'opposition à un projet de ZES (zone économique spéciale)¹³ constitue un cas d'école tant elle donne à voir la dégradation des rapports entre les Vietnamiens et leur structure politique. Au-delà des revendications foncières et de l'élan national observés lors de ces événements, d'autres messages, moins relégués par la presse vietnamienne, ont été portés. Si dans les cortèges on pouvait lire « Pas de location de terres à la Chine, même pour une journée » ou encore « Chine, hors du Vietnam ! », d'autres slogans critiquaient ouvertement la récente loi de cybersécurité adoptée le 12 juin 2018 ou encore, et c'est assez rare pour le signaler, le parti communiste vietnamien lui-même. Ainsi, on pouvait lire « À bas les traîtres », « À bas les communistes » et même apercevoir quelques drapeaux américains, tandis que des drapeaux vietnamiens étaient brûlés. Bien entendu, ces manifestations ont été réprimées violemment et d'importantes peines de prison ont été prononcées. Le spectre d'une révolution populaire

¹¹ Slogan inscrit sur un pan de mur lors d'une occupation de terrains par les villageois de Dương Nội en 2013 (Hà Đông, Hà Nội).

¹² Protestant contre les modalités de la confiscation de leurs terres (ce qu'ils appellent un « cướp chính quyền »), les intimidations et les arrestations successives, des paysans du village de Đông Tâm, dans le district de Mỹ Đức (province de Hà Nội) ont pris en otage pendant 7 jours une vingtaine de policiers avant de les relâcher et de finir par obtenir un « rendez-vous » avec le maire de la capitale (<http://vnexpress.net/tong-thuat/phap-luat/nguoi-dan-dong-tam-tha-19-can-bo-canh-sat-co-dong-3574275.html>).

¹³ Projet dans lequel les investisseurs chinois profitent de baux de 99 ans.

démocratique sur le modèle des printemps arabes hante désormais les plus hautes instances du PCVN qui depuis le dernier congrès a adopté un net tournant sécuritaire.

Conclusion

Les laissés pour compte de la politique développementaliste et de l'urbanisation, par leurs discours et stratégies de résistance du quotidien, nous signalent l'échec des autorités en matière de fabrique du consentement dans le champ de l'urbanisation. Cette réalité, outre le fait qu'elle confirme le caractère autoritaire du régime, vient nous rappeler une fois de plus que là où il y a de la domination il y a de la résistance mais que cette dernière peut recouvrir des formes diverses et être silencieuse. On note aussi que contrairement à un lieu commun fréquemment évoqué, les manifestations de colère ou les révoltes ne sont pas uniquement la conséquence de situations économiques mais ont également beaucoup à voir avec la dignité et le respect du contrat social qui lie, en principe, la population à ses structures d'encadrement. À l'instar de Léon Trotski, nous pensons en effet que « si la cause des révolutions était la pauvreté, il y aurait des révolutions tous les jours ».

Bibliographie

Duchère (Y.), 2019, *Hà Nội et sa région. Une géographie du compromis en régime autoritaire [Hanoi and its region. A geography of compromise in authoritarian regime]*, Les Indes Savantes, 265 p.

Gainsborough, (M.), 2010, *Việt Nam, Rethinking the State*, Londres: Zed Books, p. 49.

Gibert, (M.), Ségard, (J.), 2015, « L'aménagement urbain au Việt Nam, vecteur d'un autoritarisme négocié » [Urban planning at Việt Nam, a vector of negotiated authoritarianism], *Justice spatiale*, n° 8, <http://www.jssj.org>

Kerkeviet (B.), 2014, « Protests over Land in Vietnam : Rightful Resistance and More », *Journal of Vietnamese Studies*, Vol. 9 (3), p. 19-54.

Lê Hiều, 2010, « Về vấn đề chuyển đổi mục đích sử dụng đất nông nghiệp trong quá trình công nghiệp hóa, đô thị hóa » [About the problem of converting agricultural land for industrialization and urbanization], *Tạp Chí Quản Lý Nhà Nước* [Revue Management Public], n° 174, p. 34-38.

Mellac, (M.), Fortunel, (F.) et Trần Đắc, (D.), 2010, *La Réforme Foncière Au Vietnam Analyse Des Jeux D'acteurs et Du Processus de Transformation Des Institutions Aux Échelons Central et Provincial [Land Reform in Vietnam: Analysis of Stakeholder Games and Institutional Transformation Process at Central and Provincial Levels]*, Agence Française de Développement, Ministère des Affaires Etrangères, 195 p.

Nguyễn Hải, (H.), 2016, « Resilience of the Communist Party of Vietnam's Authoritarian Regime since Đổi Mới », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 35, 2, p. 31-55.

Nguyễn Leroy Lân, (M.), 2015, *Les enjeux de la nouvelle réforme foncière au Vietnam [The challenges of the new land reform in Vietnam]*, Carnets de l'IRASEC, 90 p.

Scott (J.), 1992, *Domination and the arts of resistance. Hidden transcripts*. Yale University Press, 272 p.

World Bank, 2015, *Vietnam affordable housing. A way forward*, 106 p. URL : <http://documents.worldbank.org/curated/en/240541467995097856/pdf/100706-WP-P150619-PUBLIC-Box393231B-2015-10-16-05-45.pdf>